

# L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ARENDTIENNE FACE AU DÉFI DE RESOCIALISATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

**Tiémélé Ernest ANOH**

*Doctorant en Philosophie.*

*Université Félix Houphouët-Boigny — Abidjan (Côte d'Ivoire)*

*erianoanoh@gmail.com*

## Résumé

*Que notre monde soit en crise à cette du numérique est une pure vérité. Dans « La crise de la culture (1968) », Hannah ARENDT fait un inventaire de ces principales crises socio-politiques (crise de la tradition culturelle, crise de l'éducation, crise de l'autorité) nées de l'avènement de la science moderne et du progrès technique ; et qui menacent d'extinction l'existence humaine et la biodiversité. Le fait est que le progrès matériel amenuise le progrès moral. L'accroissement de notre puissance technique nous fait perdre notre tradition culturelle, la civilisation humaine avec toutes les valeurs humaines qu'elle comporte : culture, éducation, responsabilité, liberté, autorité... Cette situation de crise générale ne cesse de fragiliser le tissu social de sorte à nous faire parler d'une désocialisation. Face à cette situation inédite, nous formulons l'hypothèse que Hannah ARENDT propose une sorte d'écologie politique sous-jacente à sa pensée politique dont l'enjeu est de permettre la resocialisation des sociétés humaines désocialisées. Notre objectif, ici, est de monter ce en quoi une telle hypothèse se justifie à partir de la pensée politique d'ARENDT.*

**Mots-clés :** *crise, culture, écologie, politique, resocialisation.*

## Abstract

*That our world is in crisis in this digital age is a pure truth. In the crisis of culture (1968), Hannah ARENDT makes an inventory of these main socio-political crises (crisis of education, crisis of authority) born of the advent of modern science and technical progress and which threaten human existence and the biodiversity. The fact is that material progress diminishes moral progress. The increases in our technical power causes us to lose our cultural tradition, human civilization with all the human values it entails: culture, education, responsibility, freedom, authority... This general crisis situation continues to weaken the social fabric so as to make us speak of a desocialization. Faced with this unprecedented situation, we formulate the hypothesis that Hannah ARENDT proposes a kind of political ecology underlying her political thought, the challenge of which is to allow a responsibility of desocialized human societies. And our objective, here, is to show how such an assumption is justified from the political thought of ARENDT.*

**Keywords:** *crisis, culture, ecology, political, resocialization.*

## Introduction

Le monde dans lequel nous vivons n'est déjà plus celui d'hier. À cette ère du numérique, partout où nous nous plaçons, nous ne pouvons que constater l'ampleur toujours croissante de désordres et de désastres de tout type. Pour Hannah Arendt, le monde moderne est celui d'un monde en crise ; car contrairement à hier, « un passé infini [révolu] » (Arendt, 2017a, p. 24), c'est aujourd'hui qu'il faut penser « l'avenir infini [infigurable] » (Arendt, 2017a, p. 24) de l'humanité et de la planète Terre. Cette Terre qui, suite aux effets néfastes incessants du progrès scientifique, se trouve aujourd'hui affectée (Arendt, 2012, p. 7) sur tous les plans. Par ses réflexions sur la question, Hannah Arendt nous convainc que les dégâts causés par ces diverses crises rendent problématique l'avenir de la Terre. Face à ces crises, « réalité tangible et problème pour tous » (Arendt, 2017, p. 24), car d'abord et avant tout socio-politiques, le devoir ou « activité de pensée » (Arendt, 2017, p. 24), affaire de tous pour tous, est de comprendre ces événements et événements qui bouleversent autant les sociétés et civilisations humaines. Dans son essai interprétatif intitulé *La crise de la culture*, Hannah Arendt « entend nous aider à savoir comment penser en notre époque » (Arendt, 2017a, p. 25). Ainsi dans cette œuvre, la politologue américaine d'origine allemande nous propose une sorte d'écologie politique fidèle à sa pensée politique humaniste ; dont l'enjeu serait de veiller à une resocialisation de cette société humaine a priori désocialisée depuis le commencement de l'âge moderne jusqu'à cette ère du numérique. La question est donc la suivante : l'écologie politique arendtienne peut-elle aider à la resocialisation de la société moderne ? En quoi l'œuvre d'Arendt fait-elle l'état des lieux des crises fondamentales (plutôt socio-politiques) qui gangrènent l'ensemble des sociétés à cette ère du numérique ? Et en quoi l'écologie politique arendtienne telle que proposée par l'œuvre d'Arendt peut-elle favoriser une resocialisation des sociétés humaines désocialisées ?

### 1. Hannah Arendt face aux crises socio-politiques à l'ère du numérique

Tout ce qui est en rapport avec la vie en société, pour le partage d'un espace public commun, est forcément « d'origine et de nature politique » (Arendt, 2017a, p. 121). Ceci dit, les solutions envisagées, quel

qu'elles soient, doivent être d'abord et avant tout politiques. Partant de ce postulat, nous trouvons avec Arendt que le malaise des sociétés modernes à cette ère du numérique se fonde notamment d'une part sur « la crise de la culture [pour ce qui est de] sa portée sociale et politique [en générale] » (Arendt, 2017a, p. 253) ; c'est-à-dire sur tout ce qui renvoie aux valeurs morales et éthiques (tradition et éducation); et d'autre part, sur la crise de l'autorité (sociétale et politique). Que nous révèle la pensée arendtienne face à ces crises de la tradition et de l'éducation ? Et comment expliquer avec Arendt le fait que l'autorité sociétale ou politique ait disparu à notre ère ?

### ***1.1. Hannah Arendt et la crise de la culture***

Nous vivons dorénavant dans un monde ancré dans une crise manifeste de la culture. En effet, selon Arendt, la crise de la culture n'est que la résultante de ce fossé que la modernité ne cesse de creuser entre un passé révolu et un avenir infigurable. Aujourd'hui, c'est la rupture définitive entre la tradition et le monde moderne. Le progrès scientifique a fait de la société humaine moderne, une société de masse ; taillée pour satisfaire la pure consommation. Comme définie par Arendt, « la société de masse [...] est essentiellement une société de consommateurs, où le temps de loisir ne sert plus à se perfectionner ou à acquérir une meilleure position sociale, mais à se divertir de plus en plus [...]». L'attitude de la consommation, implique la ruine de tout ce à quoi elle touche » (Arendt, 2017a p. 270). Soulignons que « la société de masse n'est rien de plus que cette espèce de vie organisée qui s'établit automatiquement parmi les êtres humains quand ceux-ci conservent des rapports entre eux mais ont perdu le monde autrefois commun à tous » (Arendt, 2017a, p. 120). Aujourd'hui, c'est cette relation interhumaine "vraie" qui fait défaut à nos communautés et qui crée en conséquence cette situation de « crise générale qui s'est abattue [pour ainsi dire] sur tout le monde moderne et qui atteint presque toutes les branches de l'activité humaine [...], touchant des domaines différents et revêtant des formes différentes » (Arendt, 2017a, p. 223). C'est en ce sens que la tradition culturelle elle-même se trouve ainsi vidée de son authentique contenu car pour être consommable, la tradition est retraduite ; elle est refaite de façon à répondre aux attentes, aux désirs de la société de consommation : ce fut alors et dès le départ « une désintégration de la culture » (Arendt, 2017a, p. 261). Or, la tradition n'est tradition et la culture n'est culture que parce

qu'elles se répètent, se cultivent et se conservent telle qu'elles sont et telle qu'elles auraient toujours été.

Aujourd'hui, nous assistons plus que jamais à une dévaluation totale de l'histoire en tant que somme d'évènements passés et de civilisations anciennes (Arendt, 2017a, pp. 261-262) ; et ce, toutes les fois que nous les réécrivons selon notre goût. Cette dévaluation notoire s'explique par le fait que les versions que ces usines de transformation de la tradition culturelle (que sont les mass-médias) présentent à la jeunesse ne sont jamais authentiques. Il faut souligner avec Arendt que cette crise de la tradition culturelle a pour conséquence première la crise de l'éducation car « le fil de la tradition [culturelle étant] rompu » (Arendt, 2017a, p. 262), chacun d'entre nous, abandonné à son propre sort dès sa naissance, se trouve contraint de ne découvrir le passé que par ses propres moyens et pour son propre compte. Dans cette situation, ceux qui payent aujourd'hui le prix fort sont les enfants à qui le monde moderne, en rompant le fil de la tradition culturelle, leur a créé un monde séparé du monde des adultes.

À cette ère du numérique, le monde moderne dans lequel nous vivons a commis sa plus grande erreur en traitant les enfants comme des petits adultes (Arendt, 2017a, p. 240) à qui on confère une somme de droits : les droits de l'enfant. L'inconvénient de cet acte politique irresponsable a été de favoriser un abandon pur et simple des enfants par les adultes. Habitant désormais dans des mondes séparés où chacun ne jouit que de ses droits, les enfants se trouvent désormais affranchis de toute soumission vis-à-vis des adultes et ces derniers quant à eux se sont également dédouanés de toute responsabilité vis-à-vis des enfants. Or l'enfant, parce qu'il est cet être à qui il faut « assurer la formation et le développement » (Hassen-Love, 2009, p. 129) morale et physique pour en faire un être humain digne de la société, a indispensablement besoin des adultes pour parvenir à cet état : de là le bien-fondé de l'éducation. Il faut dire que le but de l'éducation est de conduire l'enfant, cet « être humain en devenir et non encore accompli » (Arendt, 2017a, p. 240), à sa propre humanité. Autrement dit, « le but de l'éducation est le développement des capacités de l'individu ainsi que le perfectionnement de l'humanité prise dans son ensemble » (Hassen-Love, 2009, p. 130). Pour Arendt, l'éducation, elle-même, parce qu'elle se veut conservatrice dans une certaine mesure, a nécessairement besoin de la tradition culturelle, ce pan de l'histoire construite et détenue par les adultes, pour être et demeurer elle-même à travers le temps et à travers la construction

de l'histoire universelle dont la continuité ou la pérennité n'est assurée que par les nouveaux venus (c'est-à-dire les enfants). En rompant le fil de la tradition culturelle, la société moderne a détruit du même coup ce qui faisait le fondement de l'éducation.

Notre époque ou « "Le Siècle de l'Enfant" comme on peut s'en souvenir devait émanciper l'enfant et le libérer des normes tirées du monde des adultes » (Arendt, 2017a, p. 240), mais il est clair que le résultat est un échec lamentable ; car la modernité n'a réussi en fin de compte qu'à exposer l'enfant à la lumière de l'existence publique. C'est typiquement le danger que vivent les enfants à cette ère du numérique avec Internet et les réseaux sociaux. Il est clair qu'en essayant d'instaurer un monde propre aux enfants, l'éducation moderne détruit les conditions nécessaires de leur développement et de leur croissance » (Arendt, 2017a, p. 240). Pour être accompli moralement et physiquement, l'enfant a besoin des quatre murs au sein desquels la vie familiale, vie privée, est possible avec toute la sécurité et toutes les commodités nécessaires à un meilleur épanouissement. Se tenant entre ses parents, entre amour et protection, mais aussi entre discipline et instruction, l'enfant est ainsi emmené à se forger une personnalité qui, à l'âge adulte, établira son identité sociale et politique (civique). Mais il s'avère que « plus la société moderne supprime la différence entre ce qui est privé et ce qui est public, entre ce qui ne peut s'épanouir qu'à l'ombre et ce qui demande à être montré à tous dans la pleine lumière du monde public, autrement dit, plus la société intercale entre le public et le privé une sphère sociale où le privé est rendu public et vice versa, plus elle rend les choses difficiles à ses enfants qui par nature ont besoin d'un abri sûr pour grandir sans être dérangés » (Arendt, 2017a, p. 241). Entendons par-là que le fait d'exposer l'enfant à la lumière de la société comme nous le faisons aujourd'hui, ne peut que lui nuire. Et par ailleurs, cette crise de la culture générale ne trouve-t-elle pas aussi son explication dans le fait que le monde fait aussi face à une crise de l'autorité ?

### ***1.2. Hannah Arendt face à la crise de l'autorité***

La notion d'autorité a-t-elle encore un sens à notre époque ? Et si non, la crise de l'autorité au plan socio-politique n'est-elle pas aussi synonyme de ce malaise du monde à cette époque dite de la modernité ?

Dans *La Crise de la culture*, Hannah Arendt nous fait comprendre que « le fait que l'autorité [ait] disparu du monde moderne » (Arendt, 2017a, p. 121) est aujourd'hui une réalité. Et la preuve en est que « le mot

lui-même a été obscurci par la controverse et la confusion. Il n'y a [d'ailleurs] plus grand-chose dans la nature de l'autorité qui paraisse évident ou même compréhensible à tout le monde [...], et presque tout le monde reconnaîtra qu'une crise de l'autorité, constante, toujours plus large et plus profonde, a accompagné le développement du monde moderne dans notre siècle » (Arendt, 2017a, p. 121). Le devoir pour nous (Hommes modernes) est de penser cette situation de crise générale afin d'espérer la comprendre et comprendre par la suite ses implications dans notre existence socio-politique. Car le fait est que nous assistons aujourd'hui à « un effondrement plus ou moins général, plus ou moins dramatique, de toutes les autorités traditionnelles » (Arendt, 2017a, p. 122) ; lequel effondrement résulte en effet d'une atmosphère sociale et politique générale dans laquelle l'autorité en soi n'est plus reconnue. Mais avant même de rentrer dans le vif du sujet, répondons à la question suivante : comment Arendt définit-elle la notion d'autorité ?

Bien avant de signifier ce qu'elle entend par « autorité », Arendt nous dit ce que cette notion n'est pas. En effet, selon elle, « puisque l'autorité requiert toujours l'obéissance, on la prend souvent pour une forme de pouvoir ou de violence. Pourtant, l'autorité exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition [car] là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué » (Arendt, 2017a, p. 123). Ceci dit, pour Arendt « l'autorité est ce qui fait obéir les gens » par consentement, par libre reconnaissance et non par contrainte (Point, 2020, p. 135). Ainsi l'autorité se distingue de la persuasion et du pouvoir. Cette définition qu'Arendt donne à la notion d'« autorité », quoique minimale et simple, est toutefois la plus évidente. En effet la persuasion fait appel à la raison pour provoquer son obéissance là où l'autorité semble se passer d'une argumentation face à autrui la reconnaissant. Et le pouvoir fait appel à la contrainte pour obtenir l'obéissance, là où l'autorité s'illustre par le fait de ne jamais céder à toute forme de violence coercitive (Arendt, 2017a, p. 123). Ainsi définie, en quoi la pensée arendtienne nous éclaire-t-elle sur la crise de l'autorité à cette époque de la modernité ? Et comment expliquer avec Arendt le fait que l'autorité sociétale ou politique ait disparu à notre ère ?

Les thèses d'Arendt sur la crise l'autorité signifient de façon générale une somme de crises sociales et politiques que sont la crise de l'autorité traditionnelle, la crise de l'autorité parentale, la crise de l'autorité éducative (ou scolaire), la crise de l'autorité civique, etc... Nous nous limiterons ici à celles que nous venons de citer et nous monterons avec

Arendt ce en quoi celles-ci décrivent tant la réalité de notre monde à cette ère du numérique.

D'abord commençons par la crise de l'autorité traditionnelle. En effet, dans le premier chapitre de *La Crise de la culture* titré « *La tradition et l'âge moderne* », Arendt montre que la crise de l'autorité traditionnelle commença dès lors que le philosophe se détourna de la politique (domaine des affaires humaines) pour « le ciel clair des idées éternelles » (Arendt, 2017a, p. 28) où la philosophie et sa vérité s'épanouissent pour le mieux. Ce forfait « aurait mené à une remise en cause des traditions liant la philosophie à la politique, et par contagion à une défiance envers toute [autorité traditionnelle] » (Point, 2020, p. 135). Comme Arendt le souligne, quand fut « le moment où l'âge moderne était sur le point de transformer notre monde dans son ensemble, [il fut assez évident] qu'une confiance en la tradition allant de soi n'était plus possible » (Arendt, 2017a, p. 39). Et en défiant les thèses fondamentales de la religion traditionnelle, de la pensée politique traditionnelle et de la métaphysique traditionnelle et en renversant ainsi consciemment la hiérarchie traditionnelle des concepts, Kierkegaard, Marx et Nietzsche n'ont fait qu'accélérer le processus de la crise de l'autorité dans le monde moderne (Arendt, 2017a, p. 39).

En second lieu, nous parlerons ici de la crise de l'autorité parentale. En effet, « depuis des temps immémoriaux —écrit Arendt— notre tradition de pensée politique nous a habitués à considérer l'autorité des parents sur les enfants, des professeurs sur les élèves, comme le model qui permet de comprendre l'autorité politique » (Arendt, 2017a, p. 244) mais il est clair que le monde moderne a déjà établi un autre type de rapport entre adulte et enfant. Penchons-nous ici sur le rapport parent-enfant. Nous vivons aujourd'hui une crise de l'autorité parentale car les enfants ne tiennent guère plus pour obligation légitime le fait d'obéir aux ordres ou de suivre les recommandations de leurs parents. La raison est que la modernité, en conférant une somme de droits aux enfants en tant que « minorité opprimée qui a besoin de se libérer » (Arendt, 2017a, p. 244) du joug qui leur est infligé par les adultes, a aussi provoqué chez eux le sentiment d'être l'égal des parents ou des adultes en général. Aujourd'hui, c'est une réalité qu'au sein de la cellule familiale, les parents eux-mêmes sont comme de simples serviteurs (de leurs enfants) dont toute la charge se limiterait au fait d'assurer la sécurité (sanitaire, alimentaire, physique) jusqu'à ce qu'ils (ces enfants) soient majeurs. Et en dehors de ces devoirs "de vigile ou de serviteur", les parents n'ont point

droit de cité. La conséquence est qu'aujourd'hui l'éducation familiale, avec toute la somme de valeurs qu'elle conserve a priori, n'est juste plus transmise au sein de la cellule familiale. Et il est clair que cette absence d'éducation des enfants au sein de la cellule familiale se déverse inévitablement dans le domaine scolaire : d'où la crise de l'autorité éducative (ou scolaire).

Si comme Arendt le souligne, notre tradition de pensée politique, depuis très longtemps, nous a habitués à considérer l'autorité des professeurs sur les élèves, ce n'est plus le cas à cette ère de la modernité. Car dans les écoles, les enseignants ne sont plus respectés par les élèves et étudiants. Arendt nous apprend que l'autorité repose sur la reconnaissance mutuelle de la hiérarchie juste et légitime de la place d'un supérieur et son subalterne mais aujourd'hui, la modernité ayant fait de l'enfant l'égal de l'adulte, il n'y a de fait plus de hiérarchie à observer. Normalement, la base de l'éducation revient aux parents. C'est à eux d'apprendre à leurs progénitures l'observation d'un certain nombre de valeurs morales relatives aux bonnes attitudes, à la bonne conduite et au respect des autres, des aînés surtout ; et plus encore au respect strict du maître, du professeur. Le rôle du professeur ou du maître allant fort au-delà de la simple instruction, il se verrait aussi emmener à compléter l'éducation de ces élèves dont il ne peut que s'en sentir responsable. D'ailleurs, pour Arendt, « qui refuse d'assumer cette responsabilité du monde ne devrait ni avoir des enfants, ni avoir le droit de prendre part à leur éducation » (Arendt, 2017a, p. 243). Qu'en est-il de la crise de l'autorité civique ?

Pour Arendt, l'enfance est une période pré-politique où le respect de la hiérarchie, entre lui et son parent, entre lui et son instructeur et/ou son éducateur, est primordial pour permettre son propre épanouissement et sa bonne préparation pour une adaptation idéale au monde politique des adultes quand viendra le moment. Autrement dit, seule une bonne éducation de l'enfant permet à ce dernier d'être plus tard un bon citoyen. Il est à souligner avec Arendt que « l'éthique particulière des principes d'éducation est en parfait accord avec les principes éthiques et moraux de la société en général » (Arendt, 2017a, pp. 248-249). Ainsi, ce n'est que parce que l'enfant a conscience de la notion de l'autorité en général, et qu'il lui voue culte, qu'il sera en mesure de prendre en meilleure considération l'autorité civique. Alors si à notre époque on parle aussi d'une crise de l'autorité civique, c'est justement parce qu'il y'a une crise de l'autorité en général. Si déjà, l'autorité est absente dans la cellule

familiale où l'enfant prend contact avec l'humanité et si l'école ne peut corriger le tir, il s'en suivra en conséquence que cela déteigne sur sa vie d'adulte. Si l'enfant n'a pas appris à respecter la hiérarchie dès le bas âge, il ne saurait le faire quand vient la maturité où il ne serait plus caractérisé par la dépendance mais plutôt par la liberté et l'autonomie. La modernité est donc le lieu d'une crise de la culture qui prend en compte la crise de la tradition culturelle et celle de l'autorité en générale.

C'est donc ainsi que l'œuvre d'Arendt fait l'état des lieux des crises fondamentales (plutôt socio-politiques) qui gangrènent l'ensemble des sociétés humaines à cette ère du numérique. Face à ces crises socio-politiques, sa préoccupation est restée inchangée : à savoir « comment penser » (Arendt, 2017a, p. 25) notre condition d'homme moderne « afin d'arriver à comprendre la nature de la société telle qu'elle avait évolué et se présentait au moment de succomber à l'avènement d'une époque nouvelle et encore inconnue » (Arendt, 2017b, p. 39) dans sa totalité : l'ère du numérique. Arendt nous pousse à l'action afin que chaque génération puisse sauver le monde en faisant l'effort de passer le relais d'une existence humaine supportable aux générations suivantes ; pour « la continuité d'une civilisation constituée, qui ne peut être assurée que par ces nouveaux venus qui, par la naissance, sont introduits dans un monde préétabli où ils naissent en étrangers » (Arendt, 2017a, p. 122). C'est donc à partir de l'exposition et de l'explication d'un monde en crise qu'Arendt pose les assises et la légitimité de son écologie politique. Le but de cette quête arendtienne n'étant rien d'autre qu'une tentative pour sauver le monde des humains en assurant la continuité d'une civilisation constituée et en permettant à l'homme moderne d'acquérir de l'expérience en comment penser afin qu'il sache au moins comment se mouvoir dans la brèche entre le passé infini et le futur infini (Arendt, 2017a, pp. 24-25). Nous pensons que cette écologie politique sous-jacente à la pensée politique arendtienne se propose en tout, de colmater la structure de la société humaine fractionnée suite à ces crises sociales et politiques interminables : là est le défi à relever. Ceci dit, en quoi l'écologie politique arendtienne peut-elle favoriser une resocialisation des sociétés humaines ?

## 2. L'écologie politique arendtienne face au défi de resocialisation des sociétés modernes

« En quoi consiste l'écologie politique ? » telle est la problématique-titre d'un article de Jean-Paul Deléage. Selon l'auteur cette « question vaste et complexe [...] appelle ici une réponse claire et directe » (Deléage, 2010, p. 21). Et il mentionne cette réponse en cinq points. Toutefois, seulement trois rentrent en ligne de compte avec la pensée arendtienne face aux crises sociales et politiques actuelles. Et nous nous forcerons d'ailleurs de les rappeler et de monter ici ce en quoi elles s'épousent.

D'abord, comme Arendt, Deléage trouve que l'écologie politique consiste au « constat de la nouveauté et de l'ampleur des contradictions qui affectent désormais les rapports de l'espèce humaine à la planète, à l'écosystème auquel elle est inféodée » (Deléage, 2010, p. 21). Cette idée est défendue par Arendt dans le chapitre VI, de « *Condition de l'homme moderne* ». Arendt y défend l'idée que le progrès technique dont le monde moderne ne cesse de vanter les mérites a non seulement déshumanisé les hommes (Arendt, 2017b, p. 322) mais pire encore, il est en train de provoquer l'extinction pure et simple de notre espèce. Et que face à cette abomination provoquée par la science, seule une écologie politique (éducation des hommes) pourrait permettre la réalisation de l'écologie environnementale telle que vue par Hans Jonas.

Ensuite, Deléage trouve aussi que l'écologie politique consiste en « la nécessité d'exprimer en action politique la triple nécessité de repenser totalement notre alliance avec la nature, le contrat social qui fait que les êtres humains ne sont pas un simple agrégat d'individus mais font société, et repenser en termes neufs la question de la souveraineté politique » (Deléage, 2010, p. 21). Cette deuxième idée est aussi développée tout au long de « *La crise de la culture* » où Arendt se donne pour but principal « de découvrir les origines réelles des concepts traditionnels afin d'en extraire à nouveau l'esprit originel qui s'est si tristement évaporé des mots clefs mêmes de la langue politique — tels que liberté et justice, autorité et raison, responsabilité et vertu, pouvoir et gloire — laissant derrière des coquilles vides » (Arendt, 2017a, p. 26). Et bien sûre c'est par l'éducation que l'on peut y arriver.

Enfin Deléage trouve aussi que l'écologie politique consiste « en la nécessité d'esquisser ce qui pourrait déterminer les spécificités, les prérogatives et les choix politiques » (Deléage, 2010, p. 21). Arendt a

plutôt esquivé ce dernier point que soulève Deléage. En effet, elle ne propose pas de solution politique qui serait pour ainsi dire une véritable panacée face aux problèmes actuels. Ce qu'elle propose, c'est « d'acquérir de l'expérience en comment penser » (Arendt, 2017a, p. 25). Ses réflexions—nous dit-elle—ne contiennent pas de prescription quant à ce qu'il faut penser ou aux vérités qu'il convient d'affirmer » (Arendt, 2017a, p. 25) mais elle nous invite à la réflexion pour la compréhension de notre condition d'existence à cette ère de numérique. Peut-on dès lors admettre l'écologie politique arendtienne comme une anti-crise ? Par ailleurs, la pensée politique arendtienne aurait-elle pour principal enjeu la resocialisation d'une société moderne désocialisée ?

### ***2.1. L'écologie politique arendtienne : une anti-crise ?***

Hannah Arendt se propose toujours de n'avoir pour champs de réflexion que le seul cadre de la politique. Les crises que nous vivons étant relatives au cadre politique (entendu ici comme cet espace commun permettant le vivre-ensemble), les solutions quelles qu'elles soient ne peuvent, à son avis, que venir de la politique. Arendt nous propose donc de toujours « penser ce que nous faisons » (Arendt, 2017b, p. 38) ; car à toutes ces préoccupations, à toutes ces inquiétudes qu'elle soulève, son ouvrage ne se propose pas de répondre. Et puis « des réponses, on en donne tous les jours, elles relèvent de la politique pratique, soumise à l'accord du grand nombre ; elles ne se trouvent jamais dans des considérations théoriques où dans l'opinion d'une personne : il ne s'agit pas de problèmes à solution unique » (Arendt, 2017b, p. 38). Toute la recommandation arendtienne tient donc à l'invitation à la réflexion. Et même si Arendt fait preuve de grande humilité en signalant dès l'entame de ses essais qu'elle ne prétend pas avoir de réponses « solutions miracles » aux questions que notre condition d'homme moderne soulève, nous pouvons voir quand même qu'elle propose cette sorte d'écologie politique qui en un sens pourrait relever ce défi de resocialisation à cette ère du numérique. Pour expliquer nos propos, nous nous limiterons ici au cadre culturel, éducatif et politique. Au plan culturel, l'écologie politique arendtienne peut être une solution face à la crise culture dans la mesure où elle se propose de penser « la continuité de la civilisation constituée » (Arendt, 2017a, p. 122). Nous nous sommes rendu compte aujourd'hui, et après coup, de l'indéniable disparition de la tradition dans le monde moderne. Et Arendt montre qu'avec cette disparition de la tradition, « nous avons perdu notre solide fil conducteur

dans les vastes domaines du passé, mais ce fil était aussi la chaîne qui liait chacune des générations successives à un aspect prédéterminé du passé » (Arendt, 2017a, p. 124). La tradition culturelle est donc en un sens le testament que les générations successives complètent en écrivant leur part de l'histoire universelle qu'elles laissent ensuite comme héritage aux générations suivantes et ainsi de suite. La crise de la tradition culturelle suppose une rupture de cette continuité de la civilisation constituée. L'écologie politique serait donc une solution face à la crise de la tradition culturelle parce qu'elle propose aux générations à venir de réfléchir à la continuité de la civilisation constituée. D'ailleurs, « il se pourrait qu'aujourd'hui seulement le passé s'ouvre à nous avec une fraîcheur inattendue et nous dise des choses pour lesquelles personnes encore n'a eu d'oreilles » (Arendt, 2017a, p. 124-125). Notre rôle en tant qu'hommes du moment présent est de tendre l'oreille pour entendre (de la bonne oreille) les plaintes de la nature suite à notre façon moderne de vivre sur terre et d'en tirer les leçons qui s'imposent. Et notre responsabilité est de veiller à ce que ces leçons soient communiquées à la génération suivante. Notre responsabilité historique est de passer le relais à ceux qui viennent après nous afin qu'ils puissent pleinement assumer le présent et assurer la continuité de la civilisation constituée. Pour se faire, l'enfant, le nouveau venu, a besoin d'être éduqué. Or l'éducation est en crise. Mais là encore, l'écologie politique arendtienne se propose d'être une anti-crise. C'est dire que face à la crise de l'éducation, l'écologie politique pourrait aussi être une solution dans la mesure où elle pose que « l'essence de l'éducation est la natalité ; [c'est-à-dire] le fait que les êtres humains naissent dans le monde » (Arendt, 2017a, p. 224). Si écologie est culture d'un écosystème [en terme de cultiver, prendre soin de, entretenir, préserver (Arendt, 2017a, p. 271)], l'écologie politique devrait aussi se comprendre comme cette activité humaine à la fois spirituelle, philosophique, psychologique, sociologique, économique (et donc politique) qui consisterait à prendre soin du cadre de vie de l'homme et de la société en général, de cultiver les acquis favorisant le vivre-ensemble et de promouvoir les possibilités pouvant pleinement assurer cette continuité de la civilisation constituée. L'écologie politique arendtienne, dans sa spécificité, insiste sur l'éducation des nouveaux venus (ces enfants) qui sont la preuve de la continuité de l'existence humaine et l'espoir des générations futures. L'enfant est pour Arendt ce pont possible entre hier et demain, entre l'adulte d'aujourd'hui et celui de demain. La responsabilité de l'adulte est donc de s'assurer de la pérennité

du monde et il ne peut y parvenir qu'au « moyen de l'éducation » (Arendt, 2017a, p. 228). C'est à croire avec Arendt que dans toute civilisation, l'éducation joue un très grand rôle ; c'est-à-dire « l'obligation que l'existence des enfants entraîne pour toute société humaine » (Arendt, 2017a, p. 237).

En toute circonstance, chaque adulte doit se sentir moralement et politiquement responsable du devenir de l'enfant. Eduquer va beaucoup plus loin que le simple fait de protéger du froid, du danger ou de la faim ; éduquer dépasse et même de très loin le simple fait d'assurer la subsistance biologique et d'apprendre l'enfant à se débrouiller dans la vie : « ce que tous les animaux font pour leurs petits » (Arendt, 2017a, p. 238). Arendt dit qu'« avec la conception et la naissance, les parents n'ont pas seulement donné la vie à leurs enfants ; ils les ont en même temps introduits dans un monde. En les éduquant, ils assument la responsabilité de la vie et du développement de l'enfant, mais aussi celle de la continuité du monde » (Arendt, 2017a, p. 238). Mais le monde en tant que lieu public souscrit évidemment à un certain nombre de lois ou de règles qui ont pour enjeu de permettre le vivre-ensemble. Et c'est à l'autorité de veiller au respect de ces règles et lois civiques. Or, partant du postulat que la crise dont nous parlons est générale, il va sans dire que le monde fait aussi face à une crise de l'autorité (ce que nous avons justifié plus haut). Ici l'écologie politique arendtienne nous propose deux armes que sont l'instruction et l'éducation. Et à en croire Arendt, le rôle de l'école telle que le monde moderne le conçoit est l'instruction ; l'éducation, relevant du devoir et de la compétence des parents, doit se faire quant à elle au sein de la cellule familiale. Toutefois, une pareille affirmation est pour Arendt une erreur de jugement car il ne peut avoir d'instruction sans éducation. L'instruction permet à l'enfant d'avoir des connaissances, de maîtriser des savoir-faire ou techniques pour la transformation et l'adaptation de son milieu de vie mais c'est l'éducation qui lui permet d'associer une éthique à son pouvoir d'action. Et justement l'autorité a pour mission de veiller à la mise en pratique absolue de toutes ces règles et lois (éthiques et morales) de la société. Arendt dit que « l'éthique particulière des principes d'éducation est en parfait accord avec les principes éthiques et moraux de la société en général » (Arendt, 2017a, pp. 248-249). Et à l'école, c'est le professeur qui représente et assume la responsabilité du monde en faisant figure d'autorité (Arendt, 2017a, p. 243) ; car quoiqu'il en soit, « ce sont les écoles qui sont d'abord [...]

responsables de cela. Normalement, c'est à l'école que l'enfant fait sa première entrée dans le monde » (Arendt, 2017a, p. 242).

Pour redonner à l'autorité toute l'importance qui lui est due, l'écologie politique arendtienne propose de miser sur une école responsable dans l'instruction et dans l'éducation de l'enfant. En tout état de cause, que ce soit au niveau de la cellule familiale ou à l'école, Arendt pense bien que le rôle de l'homme-adulte est de considérer le poids, le sérieux, la profondeur et l'impact de l'éducation sur l'enfant et sur l'avenir du monde. Seule l'éducation permet cette culture des valeurs humaines. Et c'est en cela que l'écologie politique arendtienne devient une vraie panacée contre des diverses crises qui conditionnent plus encore l'existence humaine à cette ère du numérique.

## ***2.2. La pensée politique arendtienne ou la quête d'une resocialisation***

La pensée politique arendtienne est-elle une quête pour la resocialisation d'une société humaine aujourd'hui désocialisée ?

Nous entendons par « désocialisation », ce processus menant quelqu'un ou une catégorie de personnes à ne plus pouvoir participer à la vie sociale pour cause d'impréparation personnelle ou civique, de solitude, etc. Et son antonyme « resocialisation » désigne ce processus par lequel un individu, ayant perdu ses repères sociaux ou étant en situation d'exclusion, réapprend les normes et valeurs de la société afin de se réintégrer pleinement.

Aujourd'hui, avec les nombreuses crises que nous vivons, le constat est clair : la perte de la tradition culturelle a généré une désocialisation de l'homme moderne. En effet, l'homme moderne qu'Hannah Arendt appelle bien « l'homme de masse » (Arendt, 2017a, p. 255) est d'après elle, caractérisé par « son abandon—et l'abandon n'est ni l'isolement ni la solitude—indépendant de sa faculté d'adaptation ; son excitabilité et son manque de critères ; son aptitude à la consommation, accompagnée d'incapacité à juger, ou même à distinguer ; par-dessus tout, son égocentrisme et cette destinale aliénation au monde » (Arendt, 2017a, p. 255). Cela dit, bien que l'homme moderne vive en société, ses caractéristiques ici mentionnées par Arendt justifient sa sérieuse et profonde désocialisation. Face à ce problème, la pensée politique arendtienne se donne pour quête de susciter la resocialisation d'une telle société aujourd'hui désocialisée ; et ce, encore et toujours au moyen de l'éducation. Notons que cette éducation dans l'entendement arendtien,

ne s'adresse en aucune façon aux adultes mais plutôt aux enfants, aux nouveaux venus. Et de toute façon « quiconque se propose d'éduquer les adultes se propose en fait de jouer les tuteurs » (Arendt, 2017a, p. 228). Arendt nous prévient que « croire qu'une telle société deviendra plus "cultivée" avec le temps et le travail de l'éducation est [en son sens] une erreur fatale [car] l'attitude de la consommation implique la ruine de tout ce à quoi elle touche » (Arendt, 2017a, p. 270). Et donc pouvoir relever le défi de resocialisation revient à miser plutôt sur les nouveaux venus et non sur les adultes. Seule l'éducation des enfants à la culture des valeurs culturelles serait en mesure d'être une solution pour la resocialisation de notre société moderne désocialisée à cette ère du numérique.

## Conclusion

Que retenir de cette réflexion portée sur ce monde moderne en crise ? La conclusion ici ne marque pas un point final à la réflexion sur les diverses et profondes crises que traverse notre monde à cette ère du numérique. Mais elle marque ici une station sur le chemin de la pensée. À la question « L'écologie politique arendtienne peut-elle aider à la resocialisation de la société moderne ? », notre démarche a consisté d'une part à faire avec Arendt, l'inventaire des principales crises socio-politiques dont est victime notre monde dit moderne à cette ère du numérique. Ce premier point de notre analyse nous a permis de souligner avec Arendt que notre monde traverse une sérieuse crise de la culture ; car le fil de la tradition étant rompu à cause de l'avènement de la modernité et du progrès scientifique, l'homme se trouve désormais coincé dans la brèche entre un passé infini [révolu] et un avenir infini [infigurable] (Arendt, 2017a, p. 24). D'un point de vue socio-politique, cette crise qui se veut générale (Arendt, 2017a, p. 223) est toutefois plus manifeste dans le domaine de la culture (lieu de la tradition et de l'éducation) et dans le domaine du sociétal (où se traitent les questions relatives à l'autorité et au politique). Mis en relief par Arendt, et la façon dont elle aborde et traite le problème nous fait dire que sa réflexion a pour fondement une certaine écologie politique, laquelle agissant comme une anti-crise, aurait pour enjeu sous-jacent la resocialisation de cette société moderne désocialisée. C'est ce projet de resocialisation que nous accordons à l'écologie politique arendtienne qui justifie d'autre part le second point de notre réflexion portée sur ces crises sociales et politiques à cette ère de la modernité et du numérique. Retenons donc avec Arendt

que « quand, dans les questions politiques, la saine raison humaine achoppe et ne permet plus de fournir de réponses, on se trouve confronté à une crise » (Arendt, 2017a, p. 229).

## **Bibliographie**

**Arendt Hannah** (2012), *Vies politiques* [1974]. Trad. de l'anglais et de l'allemand par Eric Adda et collaborateurs, Paris, Editions Gallimard.

**Arendt Hannah** (2017a), *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique* [1972], trad. Patrick Lévy, Trebaseleghe (Italie), Gallimard.

**Arendt Hannah** (2017b), *Condition de l'homme moderne* [1983]. Trad. de l'anglais par Georges Fradier, Paris, Calmann-Lévy/ Pocket.

**Hassen-Love Laurence** (2009), *Dictionnaire Philosophique, Philosophie de A à Z*, Paris, Hatier.

**Deleage Jean-Paul** (2011), « *En quoi consiste l'écologie politique ?* », in *Écologie & Politique*, 2010/2, N°40, pages 21 à 30.

**Article mis en ligne** le 11/07/2011 et disponible sur <https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2010-2-page-21.htm>

**Point Christophe** (2020), « *L'autorité éducative : inquiétudes et promesses de Hannah Arendt* », in *Télématique* 2020/1 (N°57), pages 133 à 150. Edition Presses Universitaires de Caen. Article disponible sur <https://www.cairn.info/revue-le-telematique-2020-1-page-133.htm>